

L'État de Washington arrête la guerre à la drogue

Didier Jayle / Conservatoire national des arts et métiers

Seattle, capitale de l'État de Washington au nord-ouest des États-Unis, a accueilli la Conférence on Retroviruses and Opportunistic Infections (CROI) 2015. C'est le premier État avec le Colorado à avoir légalisé le cannabis récréationnel. Participant de la CROI, Didier Jayle est allé découvrir et explorer le nouveau dispositif pour les lecteurs de Swaps.

Canje a ouvert sa boutique « Uncle Ike's » en juillet 2014. Il a fallu montrer patte blanche pour bénéficier d'une des rares licences proposées par l'État de Washington pour seulement 250 \$. Les candidats étaient si nombreux que le procédé de la loterie a été utilisé, comme pour les « green cards ». En septembre encore, il y avait très peu de clients. Puis à partir de décembre, c'est l'affluence et ça ne désemplit pas : 10 à 40 personnes font la queue en permanence, surtout le week-end. Pourquoi cette affluence massive et soudaine ? Canje n'en dit rien, sans doute le « bouche à oreille ».

Il faut dire que ces boutiques ne sont pas faciles à trouver quand on arrive à Seattle. Au palais des congrès où se déroule la CROI, des présentoirs proposent des dizaines de brochures sur tout ce qui existe dans l'État, aucune sur les « coffee shops » de Seattle. L'hôtesse explique que le sujet est un peu controversé et qu'il n'y a donc délibérément aucune brochure d'information disponible. Dans les rues du centre-ville, deux éléments indépendants frappent le visiteur, un nombre impressionnant de jeunes « homeless » et les effluves de cannabis tous les 100 mètres, mais pas une seule boutique de chanvre ! Où sont-elles bien cachées ? Le concierge de l'hôtel de plus en plus souvent interrogé par les clients me propose de photographier le poster qu'il garde soigneusement dans un classeur avec les adresses.

Les premières « pot shops » de Seattle

C'est Roger Roffman, professeur émérite de travail social à l'université de Washington et auteur d'un livre sur le sujet¹ qui nous conduit chez Uncle Ike's, une des quatre premières « pot shops » de Seattle,

à plusieurs miles du centre-ville. Au fond d'un espace de parking, les grandes baies vitrées de la boutique me font penser à « Drugstore », un des films de « scénarios sur la drogue » du Crips tourné en 2000. Comme dans « Drugstore », on ne consomme pas sur place.

Ici, contrairement au Colorado, pas de candies, pas de graines, la culture pour la consommation personnelle n'est pas autorisée. L'essentiel des ventes, ce sont les « buds » (bourgeons, sommités). On y trouve toutes sortes de qualités d'herbe, des joints déjà roulés à des concentrations de tétrahydrocannabinol (THC) variables, la moins élevée est quand même à 15 % ! Il y a même des cailloux translucides, fumés comme le crack, dans des pipes pour combustion à haute température appelées « dab Rig », ces dabs peuvent avoir une teneur supérieure à 80 % de THC. On peut acheter aussi des fluides purs pour les e-cigarettes.

Les vendeurs conseillent les clients. Surtout ceux qui n'ont jamais consommé de cannabis antérieurement, et leur donnent des conseils d'utilisation, de fractionnement des produits, etc.

Aucun des produits achetés ne contient de tabac, c'est interdit par la loi, les joints sont donc composés d'herbe pure, déjà sous forme de joints ou à préparer. On peut aussi acheter des kits d'utilisateur très complets avec machine à rouler, papier, pipe, etc.

Enfin, pour ceux qui ne fument pas, Uncle Ike's propose de nombreux dérivés cannabiques, sous la forme de carré de chocolat ou de caramels, contenant THC et cannabidiol (CBD), à peu près dans les mêmes proportions, préparations préférées pour qui cherche des effets relaxants. Ou bien encore une série de produits à dissoudre dans de

¹ Roffman R. Marijuana nation. Pegasus book, 2014; 345 p.

l'eau (chaude de préférence), et aussi des gommages avec THC et CBD en concentration variée, du café comprenant du THC, des huiles plus ou moins concentrées pour les *spice cakes*.

Canje et ses acolytes sont quasiment tous fumeurs de cannabis. Lui a aussi l'expérience d'avoir travaillé dans un centre pour la délivrance de cannabis thérapeutique. C'est rare que les clients viennent pour des raisons médicales; d'abord parce que les vendeurs n'ont pas le droit de donner des conseils médicaux, ensuite parce que le cannabis des dispensaires thérapeutiques est beaucoup moins cher car peu taxé.

L'ensemble des produits vendus est à consommer uniquement dans l'État de Washington, hors de question de l'emporter avec soi à New York, ou dans l'Oregon voisin. Pour acheter, la seule obligation pour le consommateur est de prouver qu'il a plus de 21 ans. Il peut acheter jusqu'à 28 g d'herbe (une once). S'il revient, il sera resservi. Curieusement, tous les acheteurs payent en cash, jamais avec leur carte de crédit. Prudence! Si ce geste d'achat est aujourd'hui légal à Seattle, il n'est toujours pas reconnu par le gouvernement fédéral qui pourrait, dans le cas où une nouvelle administration changerait de politique, intervenir et poursuivre à la fois vendeurs et clients

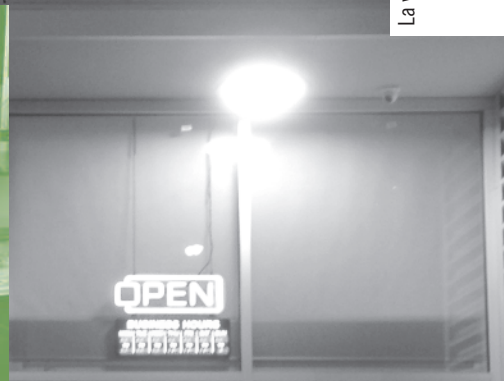
État de Washington

Situé au nord-ouest des États-Unis, entre le Canada au nord (Vancouver), le Pacifique à l'ouest et l'Oregon au sud qui le sépare de la Californie. Grand comme un tiers de la France, l'État compte 7 millions d'habitants dont la moitié dans l'aire de Seattle. Le climat est doux, océanique. Surnommé « the Evergreen State » (sic), c'est un État prospère, William Boeing y a créé son entreprise en 1916, les usines sont toujours là et fonctionnent. Bill Gates y est né, le siège de Microsoft est à Redmond dans le même comté que Seattle ainsi que celui d'Amazon. En outre, l'État est un grand producteur de bois et le deuxième producteur de vin des États-Unis après la Californie. Politiquement, il y a un clivage entre l'ouest de l'État, démocrate et progressiste, et l'est, rural et conservateur.

qui transgressent une loi fédérale. D'où une masse de billets que la plupart des banques acceptent mal, pour ne pas se voir reprocher un jour d'avoir couvert un commerce illégal, et seule une petite banque locale accepte les



La vitrine de Uncle Ike's.



Sachets d'une once d'herbe de grande qualité produite localement. Flacons de bourgeons de la plante (bud).



Initiative populaire aux États-Unis

Chaque année au mois de novembre, les Américains votent. Scrutin pour la présidence tous les quatre ans, pour les sénatoriales, pour élire le gouverneur de l'État, etc. En même temps que ces élections, ils peuvent être appelés à se prononcer sur toute sorte de sujets à travers des initiatives populaires, un peu comme les votations suisses. Dans l'État de Washington, il suffit de rassembler 241 000 signatures pour porter une initiative. En novembre 2012, à côté du vote pour la seconde réélection d'Obama, les électeurs de l'État de Washington ont eu à se prononcer sur deux initiatives, le mariage gay et la légalisation du cannabis récréationnel (initiative 502). Les deux sont passées, l'initiative 502 avec 56 % des suffrages.

En novembre 2014, trois autres États, l'Alaska, l'Idaho et Washington DC, ont voté pour la légalisation du cannabis. La Californie, qui avait rejeté une initiative 2010 (la proposition 19) devrait revoter en novembre 2016.

L'initiative 502

Dans l'État de Washington, l'initiative 502 permet à toute personne de 21 ans ou plus d'acheter une once de cannabis (28 g) produit localement par des producteurs agréés et vendu par des détaillants licenciés par l'État. La taxe applicable aux détaillants est de 37 %. Mais les producteurs sont également taxés à 25 %. Comme les détaillants, ils doivent avoir une licence et ne pas avoir de participation financière à un pot shop. Le cannabis est génomisé chez les producteurs, la composition est analysée et l'étiquetage des produits est obligatoire.

Les taxes sont dédiées pour moitié à l'éducation et la prévention, aux soins et à la recherche sur le sujet et pour moitié au budget de la santé de l'État.

Il est interdit de consommer ces produits en dehors de l'État de Washington.

Il est interdit de faire pousser des plants de cannabis (sauf dans le cadre de l'usage thérapeutique qui est autorisé à Seattle depuis 1998).

La conduite sous l'emprise de drogue (DUI) ou d'alcool (>0,8 g/l) est passible de « felony », clause la plus discutée par les activistes. Un seuil de 5 ng de delta-9-THC/ml de sang entraîne une condamnation immédiate et sans appel. Si la nouvelle disposition issue de l'initiative 502 est en place depuis le 1^{er} janvier 2014, ce n'est qu'en mai qu'une loterie a sélectionné 21 candidats sur plus de 1 000 désirant obtenir une licence. Depuis juillet, ce sont donc 21 boutiques qui ont ouvert leurs portes, dont 8 à Seattle. Les comtés de l'est de l'État, plus conservateurs et en majorité républicains, ont empêché l'ouverture de ces « pot shops ». Au total, ce sont 354 boutiques qui devraient ouvrir d'ici 2017.

valises de billets que Canje apporte chaque jour et qui sont de plus en plus lourdes !

Changer la loi pour plus de justice sociale

Pour le procureur Pete Holmes, Attorney de la ville de Seattle, un supporter majeur de l'initiative 502, la principale motivation pour changer la loi est la justice sociale. La prohibition telle qu'elle est appliquée joue principalement contre les minorités, notamment afro-américaine. Ces derniers représentent 7 % de la population dans l'État de Washington mais 59 % des personnes incarcérées pour crimes non violents liés aux stupéfiants. Et 80 % de ces crimes sont liés au cannabis. C'est un argument auquel les églises, en particulier l'église catholique, sont très sensibles. Pete Holmes rappelle que le cannabis existait avant la résolution 502 et que la prohibition n'a jamais empêché l'accès très facile des très jeunes mais constitue un frein à la prévention et à la recherche. Pour lui, la prohibition est un système parfait pour enrichir les criminels et il est quand même préférable de réguler le marché avec des taxes et un contrôle de qualité qui permet de savoir ce qu'on achète. Évidemment, l'autre objectif majeur est de casser le marché parallèle et, pour le moment, cet objectif n'est pas atteint. Mais c'est le début. Sur les 354 boutiques de chanvre prévues dans l'État, seules 21 sont ouvertes. Le cannabis y est plus cher que sur le marché noir (environ 15 \$ le joint d'un gramme) mais les produits sont meilleurs, tous fournis par des producteurs agréés par l'État. Chaque produit vendu est identifié, répertorié dans une base de données de l'État. Pete Holmes pense que le marché parallèle va diminuer au rythme du développement de l'offre légale. À voir...

Face à ces initiatives, quelle est la position de l'administration fédérale? Vu de Washington DC, le dispositif est illégal et le reste. Mais l'Attorney-General des États-Unis (équivalent de notre garde des sceaux), Eric Holder², nommé par Barack Obama, a décidé qu'il ne poursuivrait pas; ni les consommateurs qui achètent le cannabis, ni ceux qui le vendent dans les deux États qui ont mis en place un système régulé. Quelque chose du genre « wait and see ». Le droit des États pour la sphère privée est reconnu par tous, démocrates ou républicains. Le président George W. Bush avait déclaré en 2010, avant le résultat de l'initiative californienne, qu'il était contre l'usage thérapeutique du cannabis, a fortiori récréationnel, mais que les États devaient avoir la possibilité de choisir.

La police vient quelquefois dans la boutique de Canje, juste pour demander s'il n'y a pas de problème. Toutefois, les policiers n'ont pas le droit d'acheter puisque c'est toujours un crime pour la loi fédérale !

Pas de culture personnelle

Alison Holcomb, considérée comme la grande architecte de l'initiative 502, a choisi, contrairement au Colorado, de ne pas autoriser l'autoculture pour le cannabis récréationnel. Pour le cannabis thérapeutique, cinq plants sont autorisés ; pour le récréationnel, zéro. Selon Roger Roffman, « sponsor » de l'initiative 502, « l'idée est d'éviter absolument de rapprocher le cannabis des enfants et si des parents savaient que leur voisin faisait pousser du chanvre indien, cela pourrait les inquiéter ! ». Alison travaille maintenant dans une grande association, American Civil Liberties Union (ACLU), où elle est directrice de la campagne « pour arrêter les emprisonnements de masse », toutes causes confondues (*To end Mass Incarceration*). Projet pas si éloigné de l'initiative 502, et qui vient de recevoir un don de 50 millions de dollars de... George Soros, à travers l'Open Society. Ce même Soros qui soutient la Drug Policy Alliance (DPA), organisation qui milite depuis 2000 contre la guerre à la drogue et pour la légalisation du cannabis.

Des militants du cannabis opposés à l'initiative 502

Si l'initiative 502 a été soutenue par les organisations nationales telles la DPA ou National Organization for the Reform of Marijuana Laws (NORML) dirigée par Ethan Nadelmann (cf. *Swaps* n° 72), elle a aussi ses détracteurs parmi les militants du cannabis de Seattle. Le Seattle Hempfest qui organise chaque année un festival de trois jours en août, assez comparable à Solidays, mais où le cannabis est le motif du rassemblement (300 000 personnes en 2014).

Pour Vivian McPeak, activiste et directeur du Hempfest, pas de répit ! Certes on a gagné une bataille, mais pas la guerre. Il a voté contre l'initiative 502 ! Les raisons ? Elles sont nombreuses. Pour lui, l'interdiction de cultiver du cannabis pour sa propre consommation est inacceptable, mais la principale raison est l'article sur la *driving under the influence* (DUI)³. Si un conducteur présente un taux de THC supérieur à 5 ng/ml, il est automatiquement condamné pour « felony », crime sérieux aux conséquences lourdes : emprisonnement, déchéances des droits civiques. Un « félon » se voit retirer toute sorte d'aide sociale, bourse, assurance maladie, et priver d'accès à nombre d'emplois, notamment dans l'administration. Pour Vivian, c'est un recul sérieux par rapport au cannabis thérapeutique. Quelqu'un qui prend régulièrement du cannabis a des taux supérieurs à 5 ng et pourtant n'a aucune difficulté à conduire. C'est la position du Dr Modley, qui estime qu'au-dessous de 47 ng, pas de

danger. Mais le Dr Modley prescrit du cannabis thérapeutique et certains y voient la défense d'un système juteux qui se trouve mis en péril par cette mesure.

Les « experts » sont divisés. En fait, cet article de l'initiative 502 a servi à rallier les électeurs qui craignaient précisément une augmentation des accidents liés à la conduite sous l'emprise du cannabis. Cette concession aurait permis à l'initiative de passer. Reste que la lourdeur de la peine est considérable. Le Dr Bob Wood, ancien responsable du programme VIH à Seattle, et grand consommateur de cannabis thérapeutique (au titre de personne vivant avec le VIH) n'est pas inquiet. Aux États-Unis, dit-il, « les contrôles ne sont pas faits de manière systématique comme ils peuvent l'être en France. La police ne le demande que s'il y a présomption. En particulier lorsque le conducteur a une conduite manifestement anormale ». Et il n'y a pas de test salivaire, il faut faire d'emblée une prise de sang, ce qui est compliqué. Mais on ne peut exclure des dérives, en particulier vis-à-vis des minorités et des jeunes.

Un pari à réussir

Mais l'enjeu essentiel du programme washingtonien est de parvenir à casser le marché noir. Le principal handicap, c'est le prix, pour le moment plus élevé de 50 % dans les boutiques légales. Plusieurs leviers pourraient réduire l'écart. L'augmentation progressive du nombre de points de vente, qui injectera un peu de concurrence, en est un. La fusion avec les centres de dispensation du cannabis thérapeutique en est un autre, plus difficile à imposer car les très nombreux dispensaires cannabis (environ 300 à Seattle) ne vont pas se laisser dépouiller de leur business sans réagir. Les tensions sont grandes entre les nouvelles boutiques de chanvre et les dispensaires thérapeutiques. Pour aller dans un de ces dispensaires, une simple prescription médicale valable un an est nécessaire et on a accès à du cannabis produit légalement. Ce cannabis, moins taxé, n'est pas aussi contrôlé que le cannabis des « pot stores ». Il est quand même un peu illogique d'imposer un contrôle rigoureux (et coûteux) au niveau de la production, du contrôle de qualité, de l'étiquetage, pour le cannabis récréationnel et pas pour le cannabis thérapeutique. En outre, personne n'ignore que beaucoup de personnes qui s'alimentent dans les dispensaires le font pour des indications souvent vagues, parfois assez éloignées de la médecine et devraient logiquement aller dans les « pot shops ». Le troisième levier consisterait à baisser un peu les taxes, au moins provisoirement. Si l'État de Washington arrive à jongler avec ces différentes contraintes, alors il pourrait bien réussir son pari.

² Holder E. Premier Attorney General des États-Unis afro-américain, devrait être remplacé incessamment par Loretta Lynch, première femme afro-américaine à ce poste; désignée par Obama en novembre, elle a été confirmée par le Sénat le 26 février 2015.

³ DUI: conduire sous l'emprise de drogue ou d'alcool.